



Mars 2023

Ressources conseillées (Liste non exhaustive)

Document réalisé dans le cadre de la journée régionale :
« Mixité(s) sociale(s) : une mixité résidentielle et scolaire est-elle possible ? »
Du 09 mars 2023

Table des matières

1.	Composition sociale des quartiers, équilibre territorial et mixité	1
1.1	La mixité sociale, un référentiel d'action publique pour les quartiers prioritaires	1
1.2	Mettre en œuvre la mixité sociale : entre politiques de l'habitat et réforme des attributions	3
1.3	Renouvellement urbain et mixité scolaire, une opportunité pour interroger les dynamiques sociales 7	
2.	Renforcer la mixité sociale à l'école, expériences et enseignements	8
2.1	Expérimenter la mixité sociale à l'école pour la réussite éducative	8
2.2	Sectorisation et carte scolaire	13
3.	Sites internet de référence	15

Cette sélection documentaire s'appuie sur les ouvrages, rapports, études consultables au centre de documentation de l'IREV et met en avant également des ressources informationnelles tels que podcasts, articles de presse qui ont trait aux différents sujets qui seront traités tout au long de la journée.

Cette bibliographie est consultable ci-dessous directement ou en flashant le QR Code



1. Composition sociale des quartiers, équilibre territorial et mixité

1.1 La mixité sociale, un référentiel d'action publique pour les quartiers prioritaires

Etudes, ouvrages et rapports



BEN AYED, Choukri. La mixité sociale dans les politiques urbaines et scolaires : doxa étatique ou objet sociologique ?. Revue juridique de l'environnement, 2015. p. 67-79.

Cet article s'intéresse au statut de la notion de mixité sociale dans le cadre d'une perspective comparative entre espace urbain et espace scolaire. Nous cherchons à comprendre quelles sont les dynamiques urbaines et scolaires qui ont favorisé l'émergence de ce problème public dans ces deux espaces et quelles en sont les déclinaisons.

<https://www.cairn.info/revue-juridique-de-l-environnement-2015-HS15-page-67.htm>



Conseil national des villes (CNV), Mixités : une richesse, une nécessité. : Pour des mixités choisies et émancipatrices : changer de regard et de méthode. - Paris : Conseil national des villes, 2021. - 54 p.

Cet avis répond à une saisine ministérielle relative aux habitants et aux politiques de mixité sociale des quartiers de la politique de la ville. L'avis présente des propositions et recommandations opérationnelles qui s'adressent aux services de l'Etat, aux bailleurs sociaux, aux collectivités territoriales, aux associations et acteurs de proximité et aux habitants eux-mêmes. Le CNV propose de réfléchir en ne réduisant pas la mixité à des politiques urbaines d'aménagement, de construction et d'habitat mais en privilégiant une approche où l'humain, son histoire, sa famille, son parcours, ses difficultés et ses ambitions ne soient pas invisibilisés. Le CNV réaffirme ici que les enjeux d'égalité des chances et de lutte contre les discriminations sont les socles des politiques publiques.

Le CNV considère qu'il apparait opportun de faire évoluer les regards pour réfléchir davantage aux enjeux d'équité territoriale, d'accès aux équipements et aux services en partant des usages des habitants. Il s'agit de faire société dans les quartiers comme dans l'ensemble de la ville dans une vision globale d'un territoire, d'un bassin de vie. Il souhaite que ne soit pas passé sous silence la défiance qui existe, et se renforce, envers l'action publique, le désintérêt des populations qui n'y croit plus et ne se sentent pas reconnues dans leurs identités. On perçoit une désintégration progressive dans les quartiers qui nuit à la mixité sociale et induit une non-reconnaissance des personnes.

Selon lui, l'attractivité des quartiers doit être l'objectif majeur de la politique de la ville, à travers notamment la lutte contre les discriminations collectives et les discriminations individuelles.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34390

Cour des Comptes, L'évaluation de l'attractivité des quartiers prioritaires : une dimension majeure de la politique de la ville : Rapport public thématique - Évaluation d'une politique publique. 2020. 169 p.

Depuis 40 ans, la politique de la ville a pour objectif de réduire les écarts entre les quartiers dits « prioritaires » et les autres, en améliorant les conditions de vie de leurs habitants. L'État y consacre environ 10 Md€ chaque année, auxquels s'ajoutent les financements de la rénovation urbaine et les dépenses, difficilement mesurables, des collectivités territoriales. En s'appuyant sur une enquête nationale et l'étude approfondie de la situation de huit quartiers prioritaires, la Cour et quatre chambres régionales des comptes ont procédé à l'évaluation d'un des objectifs clefs de cette politique publique : l'attractivité des quartiers prioritaires autour de trois dimensions de la vie quotidienne : le logement, l'éducation et l'activité économique. En dépit des moyens financiers et humains déployés, cette attractivité a peu progressé en dix ans. Pour y remédier, la Cour formule quatre orientations générales et 13 recommandations.

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-12/20201202-rapport-quartiers-prioritaires.pdf>



DURU-BELLAT, Marie. Les inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes. Presses universitaires de France (Puf), 2002. 256 p.

Sociologue depuis vingt-cinq ans à l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (Iredu-CNRS), l'auteur présente le résultat de ses années de recherche autour de deux axes majeurs. Si le concept d'égalité constitue un des piliers de la démocratie, il n'en reste pas moins que le décalage avec la réalité des faits est fréquent. Aussi, la première idée de l'étude est de mettre en perspective le savoir cumulé sur les inégalités sociales à l'école depuis les deux dernières décennies et ceci dans une perspective macro-sociologique et

analytique. Dans un second temps, il donne matière à réfléchir sur des théories élaborées, sur leur orientation générale, les outils mobilisés et aussi sur la part de l'école dans les inégalités en général.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=15662



DURU-BELLAT, Marie. Les effets de la composition scolaire et sociale du public d'élèves sur leur réussite et leurs attitudes : évaluation externe et explorations qualitatives. Les Cahiers de l'Iredu (Institut de recherche sur l'éducation), 2004. 179 p., bibliogr. 7 p.

Cette étude évalue l'importance du contexte urbain, scolaire, social et culturel pour la réussite des élèves (socialisation, orientation). Les auteurs décrivent les conséquences pédagogiques et psychologiques de la mixité sociale, à partir de la mesure quantitative de la composition scolaire et sociale des groupes d'élèves (dans les classes et les établissements) et des effets sur leurs progressions et leurs attitudes. Ils montrent la faiblesse relative des effets de la mixité sociale mais soulignent que sa disparition rejait sur les acquis scolaires, les aspirations professionnelles et renforce le sentiment de relégation.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=17232

EL KAROUI, Karim, KLEIN, Olivier. L'avenir se joue dans les quartiers pauvres. 24h dans la vie d'un habitant. Institut Montaigne, 2022. 182 p.

Depuis plus de 30 ans, la pauvreté, les flux migratoires et les difficultés économiques sont concentrés dans quelques territoires, les quartiers pauvres. Comment apprendre à faire ou refaire société dans des territoires qui en accumulent tous les maux ? Quelles mesures pour améliorer durablement les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ? S'inscrivant dans la suite du travail Les Quartiers Pauvres ont un avenir (octobre 2020), le présent rapport fait le récit de 24 heures dans la vie d'habitants des quartiers populaires, et contient 31 propositions opérationnelles afin d'améliorer leurs conditions de vie au quotidien. Ces mesures constituent le fondement d'un "ANRU des habitants", une méthode d'action publique inspirée de celle de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, et qui se donne pour objectif de répondre à la demande sociale globale dans ces territoires. Concrètement, pour l'Institut Montaigne, il s'agit de mettre en place une nouvelle contractualisation pluriannuelle répondant aux besoins des acteurs de terrain : des objectifs au long cours, des moyens budgétaires, une visibilité financière de long terme, un pilotage des actions, une évaluation de l'impact, une coordination « tour de table » avec les élus locaux et les acteurs associatifs et un investissement spécifique dans les quartiers les plus en difficulté.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34083

LE GOIX, Renaud, Ségrégation socio-spatiale dans les villes. ISTE Editions, Les villes au cœur des inégalités, 2022. pp.151-188

Mise à l'écart géographique et opposition des groupes sociaux et ethniques, la ségrégation socio-spatiale dans les villes repose sur des interprétations et modèles qui mettent en tension deux dimensions : celle des inégalités d'une part ; celle des discriminations d'autre part. Ce chapitre propose une discussion critique des enjeux théoriques, des présupposés méthodologiques, et des démarches qui visent à analyser la ségrégation dans ses processus complexes et multi-scalaires.
https://hal.science/hal-03862048/file/Chap_LeGoix_V3_final.pdf



OBERTI, Marco. La ségrégation urbaine. La Découverte, 2016.124 p (Repères).

La ségrégation urbaine est souvent considérée comme un facteur essentiel de la crise urbaine, liée à l'idée de ghetto et aux quartiers populaires stigmatisés à forte concentration d'immigrés. Réduite à cette seule figure, elle est vue comme contraire à l'idéal républicain, et sa réduction est un axe central de la politique de la ville en France. Mais, pour en comprendre la nature, les causes et les effets, il faut aller au-delà de cette simplification, la définir rigoureusement et considérer la diversité des profils sociaux et ethniques des quartiers d'une ville. Comment mesurer la ségrégation ? Quelles sont les méthodes, les catégories et les échelles pertinentes ? Quels sont les processus à l'œuvre ? Quels en sont les effets aux différentes échelles et pour l'ensemble des groupes sociaux ? Contribue-t-elle toujours à amplifier les inégalités ? Ce livre apporte des éléments de réponse en mobilisant les outils et les paradigmes de la sociologie urbaine, et en élargissant le regard à d'autres sociétés.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31678



Résovilles. Mixité(s) et quartier populaire, de quoi parle-t-on ? cycle numérique. septembre 2021.

Devenue un référentiel dans les politiques de renouvellement urbain et la politique de la ville en général, la mixité n'en reste pas moins une notion complexe qui recouvre différentes dimensions et enjeux. La mixité est également subjective et politique orientant, par exemple, notre façon de lire la ville et les quartiers populaires. En effet, quand d'une part, ces quartiers peuvent être perçus comme des espaces ségrégués où la concentration de populations en difficulté produirait de véritables ghettos urbain, d'autre part, ils peuvent être décrits comme des espaces riches par leurs diversités. Alors, souvent débattue, parfois discutée voire critiquée,

la mixité est questionnée dans sa définition, sa compréhension, sa mise en œuvre et ses effets. A quelle échelle penser la mixité ? Comment la quantifier ? La mixité programmée est-elle effective dans les pratiques, les représentations et le vécu des habitants ? Tous les espaces devraient-ils être des lieux de mixité ?

Le cycle s'est tenu pendant 3 semaines et a proposé diverses sessions :

- Session introductive : poser la question de la mixité de façon transversale ;
- Mixité sociale par l'habitat ;
- Mixité de fonctions et d'usages.

<https://www.resovilles.com/mixites-et-quartier-populaire-de-quoi-parle-t-on-en-septembre-un-nouveau-cyclenumerique/>

Documents d'actualité (articles de presse, podcasts, ...)

CORMIER, Anne, PARE, Alexandra. **Pour favoriser la mixité sociale, il faut construire des écoles dans les centres-villes. Mais différemment.** The Conversation, février 2022.

De centres des affaires presque exclusivement réservés aux activités commerciales et professionnelles, plusieurs centres-villes canadiens se transforment en lieux de vie habités.

<https://theconversation.com/pour-favoriser-la-mixite-sociale-il-faut-construire-des-ecoles-dans-les-centres-villes-mais-differemment-177014>

KIRSZBAUM, Thomas. « **Sortir de l'approche individualisante du droit pour combattre les discriminations territoriales** » : entretien avec Thomas Kirszbaum ». Les cahiers de la LCD, 2020/1 (N° 12), p. 23-37.

Qu'est-ce qu'une discrimination territoriale ? Est-ce l'accumulation d'inégalités sur un quartier ? Une discrimination à l'adresse ? Du racisme territorialisé ? De la stigmatisation et de la péjoration à l'égard d'habitantes et d'habitants d'un espace précis dans la ville ?

Tout cela à la fois ?

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-la-lcd-lutte-contre-les-discriminations-2020-1-page-23.htm>

KERIVEL, Aude, JAMES, Samuel. **Les enjeux de la mixité sociale en France.** Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP), 2019. 2 p.

Cet article vise à éclairer le lecteur sur la notion de mixité sociale, son émergence au sein des politiques urbaines et notamment la politique de la ville. Les auteurs notent que la mixité sociale s'entend unanimement comme l'antithèse de la ségrégation. Ils proposent également une réflexion sur son introduction dans le champ scolaire.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32882

1.2 Mettre en œuvre la mixité sociale : entre politiques de l'habitat et réforme des attributions

Études, ouvrages et rapports

ANCT, Réseau RECI. **Les discriminations dans le logement : état des savoirs et leviers de l'action publique.** webinaire, septembre 2021.

Ce webinaire, organisé avec l'ANCT s'est articulé autour d'une première intervention de cadrage proposée par Thomas KIRSZBAUM, permettant d'objectiver les processus de discriminations dans le champ du logement et de clarifier leurs manifestations dans un contexte prônant les enjeux de mixité et de droit au logement. Puis, le réseau RECI est intervenu pour présenter ses éléments de recherche et de réflexions à travers la note publiée « Les Conventions Intercommunales d'Attribution : une opportunité pour concilier la mixité sociale et l'égalité de traitement ? » aux côtés d'un représentant d'un EPCI témoignant de sa mise en œuvre.

<http://reseau-reci.org/les-discriminations-dans-le-logement-etat-des-savoirs-et-leviers-de-laction-publique-synthese-du-webinaire-du-21-septembre-2021/>

Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS). **Étude qualitative sur l'obligation d'attributions de logements sociaux situés en dehors d'un quartier prioritaire de la politique de la ville à des ménages modestes.** 2021. 86 p

La loi Égalité et Citoyenneté (LEC) du 27 janvier 2017 prévoit qu'au moins 25% des attributions annuelles (baux signés) hors quartiers prioritaires des politiques de la ville (QPV) soient consacrées à l'accueil de demandeurs dont les ressources sont inférieures au seuil du 1er quartile 1 (25% des demandeurs ayant les ressources les plus faibles) ou à des personnes relogées dans le cadre des programmes de rénovation urbaine (NPNRU/ORCOD). Cette disposition vise à faciliter l'accès au logement social des ménages aux plus faibles

ressources. Elle vise également un objectif de mixité sociale : augmenter l'accueil des ménages les plus modestes hors QPV, tout en contenant le taux d'accueil de ces mêmes ménages en QPV2. Si ce taux de 25% pouvait initialement être modulé dans les Convention intercommunale d'attribution (CIA), dans une logique d'atteinte progressive de l'objectif, la loi ELAN de 2018 a supprimé cette possibilité : l'objectif est désormais de 25% sur l'ensemble des territoires concernés.

https://www.ancols.fr/files/live/mounts/XNET_PRD-mount-mountPoint/INTERNET-PROD/Etudes%20et%20statistiques/DSET/2021%20DSET/DSET2021-09_Q1.pdf

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (ADULM). **Vivre ensemble dans la métropole lilloise. Regards d'acteurs sur les politiques du logement en faveur de la mixité sociale.** Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (ADULM), Janvier 2022. - 57 p.

Le « vivre ensemble » demeure aujourd'hui un vrai sujet sociétal qui concerne et impacte beaucoup de nos politiques sans que ses contours ne soient vraiment définis et partagés. C'est dans ce cadre que l'Agence s'est intéressée aux disparités socio-spatiales et aux représentations de la mixité sociale pour les acteurs des politiques publiques du logement, sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34025



ANRU. **Rééquilibrer l'occupation du parc social dans le cadre des projets de renouvellement urbain par les attributions et le relogement.** Les carnets thématiques, juin 2021. 183 p.

Ce carnet est destiné aux acteurs du renouvellement urbain et des politiques de l'habitat exerçant au sein des collectivités locales (EPCI porteurs de projets de renouvellement urbain, communes réservataires de logements), des organismes de logement social, des services de l'État en DDT (M) et DDCS (PP) et des directions régionales d'Action Logement. Il capitalise des retours d'expérience et des méthodes opérationnelles d'acteurs locaux et nationaux, ainsi que l'apport d'experts des politiques sociales de l'habitat, pour éclairer la question du rééquilibrage de l'occupation sociale du parc social et de la mixité sociale. Plus particulièrement, il cherche à montrer comment les projets de renouvellement urbain peuvent y contribuer au travers de leurs stratégies d'attributions et de relogement.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33947

BAUDET-COLLINET, Delphine. **Gestion de la demande et des attributions : impacts, enjeux et opportunités pour les organismes Hlm.** Union Sociale pour l'habitat, 2022. 24 p.

La gestion de la demande et des attributions a connu de profondes évolutions depuis la réforme initiée en 2014. Aujourd'hui, de nouveaux enjeux s'annoncent pour les organismes HLM.

Ce document propose un panorama des impacts, enjeux et opportunités à attendre de la part des organismes en matière de gestion de la demande et des attributions de logements.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34210

CGET. **L'attribution des logements sociaux : une réforme en faveur de la mixité sociale et de l'égalité des chances.** n° 43 En Bref, 2017. 4 p.

L'attribution des logements sociaux est un enjeu majeur pour la mise en œuvre du droit au logement et de la mixité sociale. Malgré l'impact positif du programme national de rénovation urbaine (PNRU), la situation actuelle de l'occupation du parc social est marquée par la concentration croissante des ménages les plus pauvres et une ségrégation territoriale conduisant à la « ghettoïsation » de certains quartiers. Souvent décrites comme un des chaînons manquants aux stratégies de requalification des quartiers de la politique de la ville (QPV), les politiques d'attribution font l'objet d'une réforme de grande ampleur initiée en 2014 par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) et renforcée récemment par la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté. Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) accompagne sa mise en œuvre afin que la spécificité des QPV soit davantage prise en compte.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32046

COHEN-AKNINE, José. **Instaurer la mixité dans l'habitat : ma contribution au grand débat.** Paris: L'Harmattan, 2019. 156 p.

Une réflexion sur les causes du manque de mixité sociale dans les quartiers urbains et sur les solutions pour remédier à ce problème. L'auteur pointe les capacités des bailleurs sociaux et des pouvoirs publics dans cette lutte contre l'exclusion et la ghettoïsation.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34152

Défenseur des droits. **Promouvoir le logement social dans les communes déficitaires : Les facteurs influençant les (non)décisions locales en France et aux États-Unis.** Septembre 2021. 23 p.

Cette publication constitue une synthèse de la recherche « Promouvoir le logement social dans les communes déficitaires : les facteurs influençant les (non)décisions locales en France et aux États-Unis », menée de 2017 à 2020 avec le soutien de l'ANCT, de la Caisse des dépôts et consignations, du Défenseur des droits, du PUCA et de l'USH, par Thomas Kirszbaum, sociologue, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique (Paris Saclay), Edward G. Goetz et Yi Wang (Center for Urban and Regional Affairs, University of Minnesota). Elle vise à identifier les facteurs permettant d'expliquer les performances inégales des communes soumises à l'obligation d'atteindre un seuil légal de logements sociaux dans les deux contextes nationaux. L'analyse quantitative et qualitative de la mise en œuvre de l'article 55 de la loi SRU fait nettement ressortir trois variables influençant la dynamique de production d'une offre de logement social dans les communes déficitaires : la composition sociodémographique de ces communes, la stratégie des maires et l'exercice de leurs prérogatives par les préfets..

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33952



DORMOIS, Rémi, SALA-PALA, Valérie. **Attribuer les logements sociaux. Pouvoir Intercommunal et politiques de peuplement.** Laboratoires Triangle (laboratoire coordinateur, Université Jean Monnet Saint-Étienne), Centre Emile Durkheim (IEP de Bordeaux), LATTS (École d'Urbanisme de Paris), PACTE (IEP de Grenoble) et SAGE (IEP de Strasbourg), 2021.

Il s'agit d'une recherche conduite de 2018 à 2020 par une équipe pluridisciplinaire en prenant appui sur la comparaison de six études de cas locales. Cette recherche répond à plusieurs questions centrales : dans quelle mesure les changements politiques et législatifs se traduisent-ils par des changements des politiques et pratiques locales et par une montée en puissance de ces politiques à l'échelle intercommunale ? Comment les nouveautés institutionnelles se confrontent-elles aux configurations locales et aux logiques d'action des différentes catégories d'acteurs impliquées ? Qu'y-a-t-il de véritablement nouveau dans les politiques locales d'attribution et de peuplement qui se redessinent ? Ces politiques sont-elles plus satisfaisantes du point de vue de l'organisation urbaine et de la lutte contre la ségrégation, mais aussi de la transparence, de l'égalité d'accès au logement, de la non-discrimination et de la satisfaction des candidat.e.s au logement social ? Ce projet a bénéficié du soutien de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT), de l'Union sociale pour l'habitat (USH), de l'Institut pour la recherche de la Caisse des dépôts, de la Banque des territoires, ainsi que du Plan urbanisme, construction, architecture (PUCA). L'Assemblée des communautés de France (AdCF) et le Défenseur des droits (DDD) en sont partenaires.

<http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article9715>

FAUCONNIER Grégoire. **Loi SRU et mixité sociale : le vivre ensemble en échec ?** Omniscience, 2020. 237 p.

Adoptée le 13 décembre 2000, la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) a pour but de répondre à la pénurie de logements sociaux et de rééquilibrer le peuplement des territoires urbains. Par son article 55, elle imposait ainsi aux communes des grandes agglomérations de disposer d'au moins 20 % de logements sociaux. Née dans la douleur, plusieurs fois menacée, cette loi a finalement été renforcée par la loi Duflot du 18 janvier 2013 qui a élevé ce taux à 25 %. Promulguée il y a 20 ans, la loi SRU est désormais entrée dans l'âge de la maturité mais, sur le terrain, ses effets en matière de mixité sociale sont loin d'être à la hauteur des ambitions des législateurs. Par crainte des logements sociaux, beaucoup de maires cherchent en effet des biais leur permettant de respecter la lettre de la loi tout en contournant son esprit. Autrement dit, ils implantent des logements qui n'ont de sociaux que le nom, illustrant ainsi les difficultés du vivre-ensemble en France. Cet ouvrage, conçu comme une véritable enquête de terrain, est la première étude globale sur l'application et les effets de la loi SRU.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33803

FOL Sylvie, MIOT Yoan, VIGNAL Cécile. **Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques.** Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014. 258 p. (collection Le regard sociologique).

Cet ouvrage analyse le rôle des mobilités résidentielles dans le creusement des inégalités sociales et territoriales et s'interroge sur la manière dont les politiques publiques peuvent influencer sur ces processus de mobilité. Les contributions révèlent l'importance de l'ancrage et les formes de résistance à la mobilité des habitants des territoires populaires. Dans ce cadre, les politiques de rénovation urbaine étudiées offrent des illustrations particulièrement intéressantes des tensions comme des impensés des politiques tournées vers la mobilité résidentielle.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=30701

France Stratégie. **La meilleure répartition des logements sociaux a-t-elle fait progresser la mixité sociale ?** 2021.

Depuis le début des années 1990 la répartition spatiale des logements sociaux s'est homogénéisée. C'est ce qui ressort de l'observation des 55 unités urbaines de plus de 100 000 habitants qui accueillent ensemble près de la moitié des résidents de France métropolitaine. La part des logements sociaux qu'il faudrait « déplacer » d'un quartier à l'autre pour que leur part parmi les logements soit la même dans tous les quartiers de l'unité urbaine, ce que l'on nomme leur indice de ségrégation, est ainsi passée en moyenne de 61 % à 50 % entre 1990 et 2015.

<https://www.strategie.gouv.fr/point-de-vue/meilleure-repartition-logements-sociaux-t-progresser-mixite-sociale>

KLEIN, Olivier. **déclaration sur la politique du logement, à l'Assemblée nationale, janvier 2023.**

Déclaration de M. Olivier Klein, ministre chargé de la ville et du logement, sur la politique du logement, à l'Assemblée nationale le 25 janvier 2023. Audition devant la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

<https://www.vie-publique.fr/discours/288215-olivier-klein-25012023-politique-du-logement>



KIRSZBAUM, Thomas. **Mixité sociale dans l'habitat : revue de la littérature dans une perspective comparative.** La Documentation française, 2008. 141 p. - (Etudes et recherches)

Loin d'être une préoccupation exclusive de la France, la mixité sociale est devenue une référence pour les politiques de nombreux pays, même si l'on observe des différences significatives avec l'approche française. Les débats étrangers (américain, britannique, néerlandais, belge, canadien...) viennent éclairer certaines spécificités hexagonales et les limites des politiques de mixité sociale dans l'habitat.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=24344

LAINE-DANIEL, Fanny, NOYÉ, Christophe, RATHIER, Francis. **Politiques de peuplement et logement social : Premiers effets de la rénovation urbaine.** Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine 2013. 213 p.

Le peuplement des logements sociaux se trouvant à la croisée des problématiques de mixité sociale, de droit au logement et de mobilité résidentielle, ce rapport vient approfondir les conclusions du rapport annuel de 2013 du CES de l'ANRU (Changeons de regards sur les quartiers) ainsi que de celui consacré aux impacts des projets de rénovation urbaine sur les mobilités résidentielles (La rénovation urbaine pour qui?). Il propose de mesurer les premiers effets de la rénovation urbaine sur l'attractivité des quartiers et leur déségrégation sociale, et présente une analyse pédagogique des enjeux du peuplement ainsi qu'une analyse factuelle et quantitative des effets d'une politique publique sur l'occupation des logements sociaux. Enfin, il explicite les résultats obtenus en mettant en avant les contraintes conjoncturelles et structurelles permettant de dévoiler des pistes de réflexion pour l'avenir.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=29709

<https://www.ecoledurenouvellementurbain.com/wp-content/uploads/2022/06/Synthe%CC%80se-Rapport-CES-sur-politique-de-peuplement-et-re%CC%81novation-urbaine.pdf>

LELEVRIER, Christine. **Diversification de l'habitat et mixité sociale dans les opérations de rénovation urbaine. Trajectoires et rapports au quartier des « nouveaux arrivants ».** PUCA, 2013. 150 p.

La diversification de l'habitat, élément central des modalités d'intervention de l'ANRU, sert de feuille de route aux opérations que celle-ci finance et à partir de laquelle chaque site adapte ses objectifs et ses modes opératoires au contexte des projets. Ce guide, richement documenté par la diversité des expériences locales, est une belle contribution à la mise en œuvre de cette diversification. Si diversifier l'habitat des territoires en rénovation urbaine suppose de mobiliser une gamme très large de produits immobiliers et de façons de faire, pour autant la diversité des produits n'est pas une garantie suffisante de l'attractivité résidentielle tant espérée. Reste donc à donner durablement l'envie d'habiter ces quartiers aux autres habitants de la ville. C'est la longue durée qui sera la clé, celle de la gestion urbaine dans toutes ses dimensions.

https://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/puca-diversification-habitat-mixite_sociale.pdf

Réseau RECI. **Les Conventions Intercommunales d'Attribution : une opportunité pour concilier la mixité sociale et l'égalité de traitement ?** 2020. 21 p.

Compte tenu des orientations prises depuis 2014 avec les lois Alur, Ville et cohésion urbaine, Egalité - citoyenneté et Elan, prônant ou renforçant les objectifs de mixité sociale dans les politiques d'habitat, cette note étudie comment les risques de discriminations sont pris en compte dans la déclinaison opérationnelle de ce cadre législatif, particulièrement dans les Conventions Intercommunales d'Attribution. S'appuyant sur l'analyse d'une dizaine de Conventions Intercommunales d'Attribution, le Réseau RECI dresse ici un bilan provisoire des impacts des réformes des politiques de logement engagées depuis 2014, qui appelle à la mobilisation de

l'ensemble de la chaîne de décision – services de l'Etat, collectivités territoriales, bailleurs sociaux et privés -, pour porter de manière partagée l'enjeu de la lutte contre les discriminations et trouver, dans le dialogue avec les représentants des populations concernées, notamment le secteur associatif, de nouvelles modalités qui garantissent une plus grande égalité de traitement, porteuses ainsi d'une cohésion sociale renforcée.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33349

USH. La cotation de la demande et la location voulue : Gestion de la demande et des attributions dans le cadre de la loi ELAN. Livret 1, février 2020. 44 p.

La publication, élaborée en concertation avec les partenaires du Mouvement Hlm, associations d'élus, Action Logement Services, ministère de la Cohésion des territoires, a pour objectif d'apporter un éclairage sur ce qu'est la cotation et de rappeler quelques principes de son élaboration et de sa mise en œuvre. Cette publication est également l'occasion d'éclairer les organismes Hlm sur les dispositifs de location voulue qui se développent sur certains territoires et constituent une démarche moderne de relation au demandeur.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33600

Documents d'actualité (articles de presse, podcasts, ...)

CHAUDIÈRE, Claire, France Inter. Logement : la mixité sociale à marche forcée. podcast, Interception, septembre 2022. 47 min

La loi SRU, qui exige des communes entre 20 et 25% de logements sociaux, a toujours du mal à être mise en œuvre. Ces blocages idéologiques persistent malgré la menace de lourdes sanctions financières.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/interception/interception-du-dimanche-11-septembre-2022-4486960>

DEVRIENDT, Arthur. La loi SRU n'a pas supprimé la ségrégation résidentielle. La Gazette des Communes, mars 2021.

Thomas Kirszbaum, sociologue, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique., travaille depuis plusieurs années sur les enjeux de mixité sociale, notamment dans les opérations de rénovation urbaine. Il mène actuellement des travaux sur la loi « SRU », en collaboration avec des chercheurs américains, notamment sur l'avenir de l'article 55.

<https://www.lagazettedescommunes.com/726441/la-loi-sru-na-pas-supprime-la-segregation-residentielle/>

1.3 Renouvellement urbain et mixité scolaire, une opportunité pour interroger les dynamiques sociales

Etudes, ouvrages et rapports



ANRU. « Ecole et renouvellement urbain ». Cahier pratique, décembre 2018. 164 p.

Ce cahier a vocation à accompagner les porteurs des projets de renouvellement urbain, les directions territoriales de l'ANRU (DT) et l'ensemble des maîtres d'ouvrages et acteurs impliqués à se saisir des enjeux scolaires et éducatifs dans l'élaboration et la conduite de ces projets. En particulier, il cherche à favoriser la coopération entre les acteurs des champs scolaires, éducatifs et du renouvellement urbain dans les quartiers concernés par le NPNRU. Il traite des enjeux scolaires et éducatifs au sens large.

Étant donné l'étendue du champ couvert, qui fait l'objet d'expérimentations et de nombreux travaux à l'échelle nationale, ce cahier ne prétend pas à l'exhaustivité du questionnement sur le sujet, ni à présenter des modèles d'intervention. L'objectif est plutôt d'apporter un appui et de structurer la réflexion dans le cadre des projets de renouvellement urbain, pour faciliter l'implication conjointe des acteurs de l'éducation et du renouvellement urbain.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32736



ANRU, ANCT, DGESCO : Réseau Éducation et Renouvellement Urbain, 2021 - 2022

Le réseau « Éducation et Renouvellement Urbain » vise à fédérer et accompagner la réflexion des acteurs locaux et nationaux de l'éducation et du renouvellement urbain impliqués dans le Programme national des Cités éducatives et le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Il constitue l'un des « groupes pilotes » du Programme national des Cités éducatives. Il vise à capitaliser les expériences sur quatre thématiques clés pour la réussite des stratégies scolaires et éducatives des projets de renouvellement urbain et des cités éducatives : Mixités sociale et scolaire ; Prospective démographique, habitat/ peuplement et scolaire ; Programmation et conception d'un équipement scolaire et éducatif en QPV ; Pilotage d'une stratégie scolaire et éducative dans un NPRU.

<https://www.anruscope.fr/les-thematiques/Ecole/Pages/Reseau-education-RU.aspx>

ANRU, ANCT, DGESCO : Réseau Éducation et Renouvellement Urbain. **Atelier « Mixités » du 8 avril 2021. 8 p.**

Ce premier atelier du Réseau Éducation et Renouvellement Urbain a porté sur le thème des « mixités sociale et scolaire ». Rassemblant près de 80 participants en visioconférence, la matinée a été consacrée aux interventions des copilotes et de sites témoins et l'après-midi à des temps de travail en sous-groupes, complétés d'interventions de chercheurs.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34147

AUDREN, Gwenaëlle, BABY-COLLIN, Virginie, DORIER, Elisabeth. **Quelles mixités dans une ville fragmentée ? Dynamiques locales de l'espace scolaire marseillais. 2016.**

En France, la mixité sociale est au cœur des politiques de renouvellement urbain qui visent à créer les conditions d'une coexistence plus équilibrée entre populations issues de différentes catégories sociales, comme des politiques scolaires visant à introduire plus de mixité sociale dans les établissements publics, pour permettre une meilleure égalité des chances à l'école. Cet article interroge les effets de ces politiques à Marseille, historiquement caractérisée par une forte ségrégation socio spatiale nord-sud, à partir d'enquêtes relatives aux mutations de quartiers en renouvellement urbain. L'analyse de bases de données du rectorat, doublée d'entretiens auprès des acteurs éducatifs, met en évidence les logiques à l'œuvre en matière de choix de scolarisation. Les résultats montrent que la mixité résidentielle statistique, directement liée aux opérations d'aménagement qui ont contribué à une diversification sociale, peine à se traduire dans la réalité des pratiques scolaires, où l'on observe des pratiques de contournement des établissements de proximité. Les établissements publics ont du mal à diversifier le profil de leurs élèves, à moins de s'engager dans des stratégies de filières sélectives qui déplacent la ségrégation au sein des établissements. Les établissements privés restent quant à eux les principaux refuges des nouveaux résidents, issus des classes moyennes et supérieures, dans des logiques de reproduction sociale d'un entre-soi.

<https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2016-n77-lsp02708/1037901ar/>

Ficheux, Josette. « **La mixité scolaire à l'épreuve de la rénovation urbaine. L'exemple du collège Aimé Césaire à Grenoble** ». Les Cahiers du Développement Social Urbain, vol. 54, no. 2, 2011. pp. 23-23.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine des quartiers Mistral et Eaux Claires à Grenoble, un nouveau collège est né d'une volonté affirmée et conjointe de différents partenaires. Josette Ficheux, principale du collège, explique quels sont les enjeux autour de ce nouvel établissement, notamment en termes de mixité scolaire et sociale.

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-developpement-social-urbain-2011-2-page-23.htm?contenu=resume>



VAN ZANTEN, Agnès. **L'école de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue.** Presses universitaires de France (Puf), 2001. 440 p. Quadrige.

"Cet ouvrage est né d'une insatisfaction profonde concernant les discours en vigueur sur la scolarisation en banlieue." Au terme de sept années d'enquêtes sur le terrain, constatant l'inégalité des chances entre établissements de banlieue défavorisés et établissements "ordinaires", Agnès van Zanten analyse avec finesse les processus multiples qui participent à la construction d'une ségrégation et d'un ordre scolaires que les acteurs locaux s'avèrent impuissants à transformer et dont ils finissent par s'accommoder.

A travers la notion d'"école de la périphérie", ce livre met en lumière le rôle des dynamiques locales dans la reproduction et la transformation des systèmes scolaires.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32368

2. Renforcer la mixité sociale à l'école, expériences et enseignements

2.1 Expérimenter la mixité sociale à l'école pour la réussite éducative

Etudes, ouvrages et rapports

BEN AYED, Choukri. **La mixité sociale à l'école. Tensions, enjeux, perspectives.** Paris : Armand Colin, 2015. 223 p.

La mixité sociale à l'école est régulièrement mobilisée dans les débats scolaires comme une nécessité, sans pour autant se traduire en politique publique. Cette situation est d'autant plus préoccupante lorsque l'on connaît les préjudices associés à l'accroissement des ségrégations : inégalités accrues, sentiments de discrimination, tensions interethniques, montée du racisme et du rejet de l'autre. En dépit de ces enjeux, on observe un décalage considérable entre les discours politiques, qui louent les vertus de la mixité sociale, et les actions

effectives sur fond de dérive des inégalités scolaires.

Choukri Ben Ayed analyse des questions jusque-là peu traitées et montre que des perspectives d'actions en matière de réduction des ségrégations scolaires passent par un dépassement de l'opposition entre étatismisme et localisme et par des modalités de réduction très significative des inégalités de conditions de scolarisation, dans les territoires les plus en difficulté.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32700



BUTZBACH, Étienne, Directeur de publication, BEN AYED, Choukri, Aucune ; Isabelle BERTOLINO ; Régis GUYON. **Mixité sociale à l'école : Des moyens pour agir» Capitaliser et valoriser les expériences de mixité sociale à l'école : Synthèse générale et sommaire.** 2023. 49 p.

Actes des rencontres qui avaient pour objectif de faire un point d'étape des politiques de mixité menées dans certains territoires pour en tirer les leçons et élaborer des recommandations qui pourraient nourrir la relance d'une impulsion nationale,

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34392

BUTZBACH, Étienne, **L'éclairage de terrain de certaines politiques locales de mixité à l'école : Observation d'initiatives locales suite à la conférence de comparaisons internationales de mai 2015** - Paris : Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO), 2018. - 104 p.

Ce document n'est pas un rapport d'évaluation stricto sensu, mais le résultat d'un travail mené par le Réseau Mixités du Cnesco et nourri de l'observation d'un ensemble de sites engagés dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de mixités dans les établissements scolaires (écoles primaires et collèges) à la suite de la conférence de comparaisons internationales de 2015. Il est le résultat de plusieurs mois de travail de réflexion et d'observation des sites engagés dans l'expérimentation, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de mixité sociale en milieu scolaire. La première partie se consacre aux éléments de contexte qui créent un terrain favorable au développement de ces politiques de mixité, la deuxième partie s'intéresse aux premières conclusions que l'on peut tirer des initiatives locales, enfin, la dernière partie examine les moyens de mise en œuvre à l'échelle locale et nationale permettant un essor de ces politiques.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32978

L'expérience du territoire #3. Cité, mixité et territoires, Diversité n°199 - Septembre - Décembre 2020, 158 p.

Elaboré en partenariat avec l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT), ce numéro fait le point sur les liens que l'école entretient avec ses territoires et les dynamiques à l'œuvre pour porter la mixité sociale comme une valeur partagée, comme un horizon commun possible.

Si l'école reste encore aujourd'hui un espace singulier, il paraît nécessaire de voir comment elle coopère avec les acteurs des territoires, et comment l'éducation se pense à partir du territoire. Mais la réciproque est tout aussi importante à questionner : comment les territoires s'ouvrent-ils à l'école, et que produit, du point de vue des habitants, ce passage de l'un à l'autre ?

Et si la mixité sociale constitue un enjeu commun, si les Cités éducatives sont des opportunités pour initier ou renouveler des projets éducatifs territoriaux, quels sont les cadres de travail et les processus mobilisés, les leviers identifiés, et les obstacles à surmonter ?

Si ces alliances peuvent se concevoir entre institutions, comment les incarner et associer les acteurs qui travaillent au quotidien avec les enfants et les familles ? Quels sont les espaces et les temps pour le travail inter-catégoriel ? Comment ces dynamiques de territoire deviennent des dynamiques pédagogiques et comment transforment-elles les pratiques pour tenir la promesse de la réussite des élèves ?

Autant de questions qui interrogent l'évolution des professionnalités et des pratiques des acteurs scolaires et éducatifs.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33777

L'expérience du territoire #2 40 ans de la politique de la ville, Diversité n°193 - Septembre - décembre 2018, 152 p.

Édité à l'occasion des 40 ans de la politique de la ville, Ce numéro de Diversité propose de montrer le chemin parcouru en quatre décennies, ses réussites et ses écueils, avec la volonté de montrer que les territoires de la périphérie sont aussi des territoires comme les autres, ou aspirent à le devenir. Au sommaire : 1. Les jeunes, des quartiers ; 2. La mixité sociale à l'école avec notamment Etienne Butzbach ; 3. L'action éducative

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32688



Centre National d'Etude des Systèmes Scolaires (CNESCO), Conseil Supérieur de l'Éducation du Québec, **Mixités sociale, scolaire et ethnoculturelle à l'école : chiffres clés et analyse scientifique : Dossier de synthèse.** Centre National d'Etude des Systèmes Scolaires, 2015. 28 p. : bibliogr.

Cette note dresse un panorama de la ségrégation sociale et scolaire entre les établissements scolaires français (ségrégation inter-établissements) et entre les classes de ces établissements. L'étude commanditée par le Cnesco met en évidence une forte ségrégation dans les collèges et les lycées, appuyée sur la ségrégation résidentielle, et présentant de fortes inégalités territoriales. La recherche met en évidence les effets très négatifs de la ségrégation sur les apprentissages des élèves en difficulté. L'absence de mixité sociale a également un impact négatif dans la construction des futurs citoyens, qu'ils soient issus de milieux socialement défavorisés ou plus aisés. Pourtant, depuis 40 ans, un fort immobilisme est observé dans la mise en œuvre, sur le terrain, des politiques de mixités sociales à l'école, malgré quelques exemples locaux encourageants recueillis par le Cnesco. De nombreux pays de l'OCDE (États-Unis, Suède, Chili, Angleterre, Pays-Bas, etc.) ont mis en place des politiques favorisant la mixité sociale à l'école, mettant en évidence un retard français en la matière. Cette synthèse est complétée d'un dossier en ligne regroupant notamment paroles d'experts et retours d'expériences.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34155



GRENET, Julien, SOUIDI, Youssef. Renforcer la mixité sociale au collège : une évaluation des secteurs multi-collèges à Paris. Institut des Politiques Publiques, Février 2021. 212 p. - (Rapport IPP; n° 31) .

Depuis la rentrée 2017, la Ville et l'Académie de Paris expérimentent une nouvelle méthode d'affectation des élèves aux collèges publics : les secteurs multi-collèges. Ce dispositif consiste à définir des secteurs communs à plusieurs collèges géographiquement proches de manière à rééquilibrer leur recrutement social. En s'appuyant sur des données très riches mises à disposition par le rectorat de Paris, ce rapport évalue l'impact des secteurs multi-collèges sur la mixité sociale et sur les comportements d'évitement.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33758

ICHOU, Mathieu. Les enfants d'immigrés à l'école : Inégalités scolaires, du primaire à l'enseignement supérieur. Paris : Presses universitaires de France, septembre 2018. 310 p.

En analysant la scolarité des enfants d'immigrés, cet ouvrage apporte un éclairage sociologique à un enjeu social fondamental. Sur un sujet aussi saturé de discours médiatiques et politiques réducteurs, il propose de dépasser les fausses évidences, grâce à une approche analytique plutôt que normative : ne pas étudier les immigrés uniquement après qu'ils sont entrés sur le territoire national, en ignorant tout de leur histoire antérieure ; ne pas réduire leurs enfants à un groupe homogène, toujours en « échec scolaire » ; ne pas attribuer a priori toutes les difficultés scolaires des enfants à des défaillances familiales, à une culture d'origine incompatible avec l'école ou à une fratrie trop nombreuse. Autant d'impératifs analytiques qui portent leurs fruits et fournissent de nombreux résultats originaux.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32858



IREV - Centre de ressources Politique de la ville, OBERTI, Marco, BERTOLINO, Isabelle. La mixité sociale à l'école : enjeux et défis. Lille : IREV - Centre de ressources Politique de la ville, Hauts-de-France, 2022. 25 p.

Ce document restitue un webinaire organisé en juin 2022 introductif d'un parcours de qualification dédié au sujet de la mixité sociale à l'école. Il est structuré autour de deux principales interventions :

- celle de Marco OBERTI, professeur de sociologie à Sciences Po et chercheur à l'Observatoire sociologique du changement (OSC), qui propose un cadrage scientifique du sujet ;
- celle d'Isabelle BERTOLINO, doctorante au sein du Conseil départemental de Haute-Garonne, en charge du rapport d'évaluation du « Plan d'amélioration de la mixité sociale dans les collèges haut-garonnais », initiée par le conseil départemental

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34131



IREV - Centre de ressources Politique de la ville, Union régionale habitat Hauts-de-France (Lille); Ecole du Renouvellement Urbain. « Politique d'attribution et rééquilibrage de l'occupation du parc social dans les projets de renouvellement urbain » : Synthèse du cycle de qualification / formation 13, 14,15 septembre et 06 décembre. - Lille : IREV - Centre de ressources Politique de la ville, Hauts-de-France, 2022. 19 p.

En partenariat avec l'ERU et l'URH, l'IREV a proposé un cycle en septembre 2022 sur les politiques d'attribution et stratégie de peuplement dans le logement social avec une journée de remobilisation des participants 2 afin de faire le point sur l'avancement et la mise en œuvre des acquis par les participants.es. Ce cycle a pour ambition de capitaliser une réflexion régionale sur les questions de mixité sociale.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34394

IREV - Centre de ressources Politique de la ville, LE COAT, Gwendoline, PETIT, Morgane. Les cités éducatives : Synthèse du cycle de préfiguration des Cités

éducatives Hauts-de-France. IREV - Centre de ressources Politique de la ville, Hauts-de-France, 2019. 49 p.

Afin d'accompagner les territoires éligibles en Hauts-de-France au programme expérimental des "Cités éducatives", l'IREV a proposé un cycle de 3 journées destiné aux acteurs clefs de cette démarche : collectivités locales, services de l'Etat en charge de la politique de la ville et Education nationale.

Cette synthèse restitue les points clefs des sujets abordés, le cycle alternant approche théorique, échanges institutionnels notamment avec les coordinateurs nationaux du programme (Vincent Léna, CGET, et Thierry Tesson, DGESCO) et travail collectif :

- du diagnostic partagé à la définition de la Cité éducative ;
- la construction du projet stratégique et les grands enjeux de la Cité éducative ;
- l'évaluation et la préparation de la deuxième phase du projet (septembre-décembre 2019) ;
- retour d'expérience de Grand Projet Educatif de Grigny par Loïc Bourdin, chef de projet, ainsi que par les interventions croisées d'Etienne Butzbach, coordonnateur du réseau Mixité scolaire au CNESCO, et Alice Collet, chargée de mission à l'ANRU, qui ont pu ainsi faire le lien entre Mixité scolaire, renouvellement urbain et Cités éducatives.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33220

Réseau RECI, Prévenir les risques de discriminations ethno-raciales dans le champ scolaire » – Retour sur le séminaire du 30 janvier 2020

Le réseau RECI organisait le 30 janvier 2020 un séminaire « fermé » sur le thème « Prévenir les risques de discriminations ethno-raciales dans le champ scolaire » qui a permis des échanges riches entre chercheur.es et acteurs de terrain. Un grand merci aux professionnels.es qui ont contribué à la qualité de cette journée ! Ce séminaire « fermé » initie un nouveau chantier du Réseau, dont les suites vous seront livrées dans les prochains mois. En attendant, retrouvez les premiers éléments de restitution et les ressources de cette journée dans notre Webdocumentaire.

<https://express.adobe.com/page/yzck6qymCs9d8/>

Réseau RECI, Lutter contre les ségrégations scolaires : Ce que nous apprennent les expériences nationales et internationales, janvier 2021, 18 p.

Ce document résulte d'un travail de benchmark réalisé par le réseau RECI et s'intéressant aux expérimentations nationales et internationales ayant pour objectif de lutter contre les formes de ségrégation scolaire. L'ambition est d'amener un éclairage suffisant sur les initiatives relevées. En complément, il s'agit de dégager des leviers d'action permettant d'une part d'agir de manière systémique et d'autre part de lutter contre les processus de discriminations ethno raciales.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33684

Documents d'actualité (articles de presse, podcasts, ...)

BEN HAMOUDA, Lilia. La mixité a besoin d'une politique publique nationale ambitieuse, 2023.

À la radio puis au Sénat, le Ministre a commencé à dévoiler les différents leviers sur lesquels il compte s'appuyer pour une meilleure mixité scolaire et sociale. Etienne Butzbach, qui coordonne depuis 2015 le réseau mixité sociale à l'école pour le CNESCO, et Choukri Ben Ayed, professeur de sociologie spécialiste des questions de mixité, lui ont transféré leurs propositions. Ces propositions, qu'ils livrent en primeur au Café pédagogique s'appuient sur les rencontres nationales « Mixité à l'école : des moyens pour agir » qu'ils ont organisé en février 2022. Selon eux, la mixité a besoin d'une politique publique forte et non d'une juxtaposition de dispositifs qui peuvent réussir à court terme et sur un territoire restreint. Autrement dit, il s'agit de « sortir du modèle volontariste localisé à un modèle national unifié et si nécessaire contraignant comme cela est le cas pour d'autres politiques éducatives » explique Choukri Ben Ayed.

<https://www.cafepedagogique.net/2023/03/06/la-mixite-a-besoin-dune-vraie-politique-publique-nationale-ambitieuse/>

France Culture. L'École Républicaine au péril des inégalités sociales. Podcast LSD, la série documentaire, France Culture, 4 épisodes, 2018.

Épisode 1/4 : L'éternel débat des inégalités scolaires

Épisode 2/4 : Paroles de profs

Épisode 3/4 : Quand l'Etat impose sa mixité

Épisode 4/4 : Une conscientisation précoce

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-l-ecole-republicaine-au-peril-des-inegalites-sociales>

France Culture, TOURRET Louise. **Ecole : qui a peur de la mixité sociale ?**. Podcast Être et savoir, France Culture, décembre 2022. 58 min

La mixité sociale, qui n'engendre pas de baisse de niveau des élèves, est souvent crainte par les familles les plus favorisées. Quelles politiques peuvent l'encourager ?
<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/etre-et-savoir/ecole-qui-a-peur-de-la-mixite-sociale-1913350>

Institut des hautes études de l'éducation et de la formation. **Les podcasts du film annuel - Mixité sociale et égalité des chances. 2022.**

6 épisodes

Épisode 1/6 : Mixité sociale à l'École, de quoi parle-t-on ?

Épisode 2/6 : Comment mesurer la mixité ou au contraire l'absence de mixité ?

Épisode 3/6 : Pourquoi est-ce une préoccupation et est-ce une préoccupation "franco-française" ?

Épisode 4/6 : Quels sont les leviers pour aller vers plus de mixité et quels en sont les freins ?

Témoignage d'Agnès Van Zanten

Épisode 5/6 : Quels sont les leviers pour aller vers plus de mixité et quels en sont les freins ?

Témoignage de Marie Duru-Bellat

Épisode 6/6 : Quels sont les leviers pour aller vers plus de mixité et quels en sont les freins

? Témoignages d'Asma Benhenda, Olivier Monso et Youssef Souidi

<https://www.ih2ef.gouv.fr/les-podcasts-du-film-annuel-mixite-sociale-et-egalite-des-chances>

JABRE, Léna. **Quelle réforme structurelle pour garantir une mixité sociale et culturelle dans les établissements scolaires ?**. La Gazette des communes, janvier 2023.

Réponse du ministère de l'Éducation nationale et jeunesse : La mixité sociale et scolaire est une priorité du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, pour favoriser l'égalité des chances et la lutte contre toutes les formes d'assignation sociale et territoriale.

<https://www.lagazettedescommunes.com/844786/quelle-reforme-structurelle-pour-garantir-une-mixite-sociale-et-culturelle-dans-les-etablissements-scolaires/>

Collèges cherchent mixité sociale. Médiacités

Série d'articles parus depuis 2021 sur le site Internet Médiacités ayant tous pour thème, la mixité scolaire en milieu urbain

[Ségrégation sociale entre les collèges du Grand Lyon : ce que révèlent les chiffres du ministère](#)

[Ségrégation sociale au collège : « Les élus locaux ont les moyens d'agir »](#)

[Mixité sociale dans les collèges : une vitrine pas si rose](#)

[De nouveaux chiffres confirment le clivage social entre public et privé au sein des collèges de Nantes et de Loire-Atlantique](#)

[Mixité sociale dans les collèges nantais : « les écarts sont inacceptables »](#)

[A Nantes, l'inlassable combat du collègue Rosa Parks contre la ségrégation scolaire](#)

[Collèges ghettos dans le Grand Lyon : « Les écarts deviennent insupportables »](#)

SINTES, Fabienne, France Inter. **Affelnet : la solution contre la ségrégation scolaire.** Podcast Le Téléphone sonne, France Inter, février 2023. 38 min

Le système Affelnet, qui affecte les collégiens dans leurs futurs lycées, a connu une réforme dans la région parisienne en 2021. Elle a fait reculer la ségrégation sociale dans les lycées publics de près de 40% en deux ans. Doit-elle, et peut-elle, alors s'étendre à l'ensemble de l'Hexagone ?

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-telephone-sonne/le-telephone-sonne-du-lundi-13-fevrier-2023-1225444>

2.2 Sectorisation et carte scolaire

Etudes, ouvrages et rapports

AUDREN, Gwenaëlle. « **L'école privée au service de l'attractivité territoriale ? Politiques scolaires et renouvellement urbain à Marseille** ». Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, 2020.

Dans un contexte de globalisation et de néolibéralisation des politiques publiques, l'adoption d'un « new public management », affecte tous les domaines de la société, de l'aménagement du territoire au domaine de l'éducation. Dans le secteur éducatif, le rôle des collectivités territoriales, des institutions privées et des parents d'élèves a été renforcé, participant à la création de marchés scolaires de plus en plus compétitifs, où les établissements scolaires font désormais partie des aménités urbaines. Cet article met en évidence la façon dont l'école, et plus largement la dimension scolaire, devient un aspect essentiel de l'orientation des projets de renouvellement urbain et favorise le développement de nouveaux partenariats. Mobilisant une double méthodologie, alliant approche qualitative et quantitative, l'article montre plus précisément comment l'école devient un outil au service de la redynamisation urbaine, susceptible d'augmenter les risques de ségrégation et de renforcer les inégalités locales.

<http://journals.openedition.org/cres/4822>

BENBASSAT, Laetitia, BENELLI, Juliette, DELAMARD, Julie. « **Ad maiorem scholae gloriam ? Intégrer dans le privé : au nom de quel(s) universalisme(s) ?** ». Diversité, 2022.

Comment les personnels des établissements privés sous contrat mobilisent-ils la notion d'universalisme pour valoriser les capacités d'intégration de leur établissement ? La concurrence entre différentes acceptations de cette notion s'y manifeste, car un universalisme à la fois « humaniste » et religieux, parfois œcuménique, est mis en avant tandis que l'universalisme laïc associé à l'école publique fait repoussoir. Le discours qui tend à séculariser l'universalisme catholique au profit de la pacification scolaire entre ainsi en tension avec la mission évangélique des établissements confessionnels sous contrat, qui ne reconnaît que l'universalisme religieux.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34378

AUDREN, Gwenaëlle. « **L'école privée au service de l'attractivité territoriale ? Politiques scolaires et renouvellement urbain à Marseille** ». Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, 2020.

Dans un contexte de globalisation et de néolibéralisation des politiques publiques, l'adoption d'un « new public management », affecte tous les domaines de la société, de l'aménagement du territoire au domaine de l'éducation. Dans le secteur éducatif, le rôle des collectivités territoriales, des institutions privées et des parents d'élèves a été renforcé, participant à la création de marchés scolaires de plus en plus compétitifs, où les établissements scolaires font désormais partie des aménités urbaines. Cet article met en évidence la façon dont l'école, et plus largement la dimension scolaire, devient un aspect essentiel de l'orientation des projets de renouvellement urbain et favorise le développement de nouveaux partenariats. Mobilisant une double méthodologie, alliant approche qualitative et quantitative, l'article montre plus précisément comment l'école devient un outil au service de la redynamisation urbaine, susceptible d'augmenter les risques de ségrégation et de renforcer les inégalités locales.

<http://journals.openedition.org/cres/4822>

HUGREE, Cédric, POULLAOUËC, Tristan. **Comprendre les dessous de la carte scolaire (1/2) - Une forte ségrégation sociale entre collèges publics et privés**. Université de Nantes, 2021.

Les sciences sociales ont depuis longtemps établi que l'institution scolaire comptait parmi les lieux décisifs de la reproduction sociale. Pour tenter de comprendre une partie des mécanismes qui aboutissent à cette situation, il faut explorer la carte scolaire et son fonctionnement.

Cette première planche montre ainsi que pour comprendre la ségrégation scolaire, il faut d'abord rappeler que les collèges publics et privés ne jouent pas avec les mêmes règles du jeu.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33849



LY, Son-Thierry, RIEGER, Arnaud. **Mixité sociale et scolaire et ségrégation inter- et intra-établissement dans les collèges et lycées français**. Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO), Juin 2015. 56 p.

En France, les collégiens et lycéens d'origine aisée comptent en moyenne dans leur classe deux fois plus de camarades également d'origine aisée que les élèves des classes moyennes et populaires. De même, les meilleurs élèves comptent en moyenne deux fois plus de camarades d'un niveau équivalent au leur que les autres élèves. Ces chiffres, qui résument la situation de ségrégation sociale et scolaire de l'enseignement secondaire français, sont inquiétants à deux titres : les différences d'environnements en fonction de l'origine sociale ou du niveau scolaire sont susceptibles d'aggraver les inégalités scolaires ; de plus, cet « entre-soi » est un obstacle à l'apprentissage de la citoyenneté et du vivre-ensemble. Cette note présente les résultats préliminaires d'une étude sur la mixité sociale dans les collèges et lycées français sur la possible amplification

des inégalités scolaires d'origine sociale et ethnoculturelle en France. L'originalité de cette étude provient de quatre facteurs : elle apporte une analyse à la fois de la ségrégation sociale (en fonction de la catégorie socioprofessionnelle des parents) et scolaire (en fonction des résultats obtenus au diplôme national du brevet) ; elle porte sur l'ensemble du territoire français ; elle concerne l'ensemble de la scolarité secondaire, de la sixième à la terminale ; elle mesure à la fois les disparités entre établissements (ségrégation inter-établissements) et entre les classes au sein des établissements (ségrégation intra-établissement). À priori, ce dernier facteur n'a jamais été étudié quantitativement sur des données françaises. Cette étude met en évidence la différence entre la ségrégation entre établissements – la seule à avoir été mesurée jusqu'ici – et la ségrégation totale entre les classes, qui est la somme de la ségrégation entre établissements et de la ségrégation entre les classes de chaque établissement.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32701

Documents d'actualité (articles de presse, podcasts, ...)

BOTTON, Hugo, SOUIDI, Youssef. Le collège d'à côté. La vie des idées, 2022. 12 p.

Comment la ségrégation sociale se reproduit-elle entre établissements scolaires parfois très proches ? La récente publication des données statistiques des collèges permet d'ouvrir de nouvelles perspectives d'actions pour favoriser la mixité sociale.

https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20221115_college-2.pdf

BOTTON, Hugo. L'école, la carte et les territoires. La vie des idées, 2023. 14 p.

La carte scolaire, instrument de répartition des élèves dans le secondaire fait l'objet de controverses régulières, autour de son rôle dans l'amplification de la ségrégation urbaine, et de son contournement possible. Peut-elle aussi être une solution aux inégalités sociales dans l'espace scolaire ?

https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20230208_cartescolaire.pdf

CALAZEL, Marine, RODER, Iannis, La mixité sociale dans les collèges pour favoriser la réussite de tous les élèves : le plan réussi de la Haute-Garonne. Fondation Jean Jaurès, 2023. 18 p.

En décembre 2016, le plan pour la mixité sociale dans les collèges était lancé par la ministre Najat Vallaud-Belkacem. Depuis, 17 départements ont initié des politiques publiques locales dédiées pour lutter contre les inégalités et la ségrégation sociale dans les collèges. Marine Calazel, conseillère du président du département de Haute-Garonne, revient dans cette note de l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales de la Fondation, préfacée par Iannis Roder, directeur de l'Observatoire de l'éducation, sur les particularités de ce plan au sein du département : concertation citoyenne et avec l'ensemble des parties prenantes, accompagnement spécifique et dispositif d'incitation financière inédit.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34349

COUSIN, Brianne. Mixité scolaire : ce que révèlent les chiffres du ministère entre les collèges publics et privés de la MEL. Médiacités, dossier « Collèges cherchent mixité sociale », février 2023.

De nouveaux chiffres publiés par le ministère de l'Éducation nationale mettent en avant la scission entre les profils sociaux des élèves des établissements privés et publics de la métropole lilloise.

<https://www.mediacites.fr/complement-denquete/lille/2023/02/20/mixite-scolaire-ce-que-revelent-les-chiffres-du-ministere-entre-les-colleges-publics-et-privés-de-la-mel/>

FOIN, Michel. Les indices de position sociale des écoles et des collèges attisent la colère. La Gazette des Communes, mars 2023.

Depuis la publication des indices de position sociale des établissements scolaires, les ruptures d'égalité entre territoires sautent aux yeux. Un « choc » qui génère de l'incompréhension chez les familles des élèves inscrits dans les établissements exclus des réseaux d'éducation prioritaire malgré un environnement moins favorable à la réussite scolaire.

<https://www.lagazettedescommunes.com/855496/les-indices-de-position-sociale-des-ecoles-et-des-colleges-attisent-la-colere%ef%bb%bf/>

France Culture, Choukri Ben Ayed. Toulouse : l'école expérimente la mixité sociale. podcast les enjeux territoriaux, France Culture, 2022. 15 min

Cap sur Toulouse dans les enjeux territoriaux et le département de la Haute-Garonne qui s'est lancé dans une vaste entreprise de redécoupage de sa carte scolaire. Toulouse : le pari de la mixité à l'école

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-territoriaux/toulouse-l-ecole-experimente-la-mixite-sociale-6348016>

France Culture, GRENET Julien. **Paris : des écoles à la carte.** podcast les enjeux territoriaux, France Culture, Novembre 2022. 16 min

Les Enjeux territoriaux se penche sur la carte scolaire à Paris où hier, 293 700 enfants de 3 à 17 ans, des maternelles, primaires, des collèges et des lycées ont filé, cartable au dos pour retrouver leurs petits camarades.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-territoriaux/paris-des-ecoles-a-la-carte-5503592>

LESAY, Jean Damien. **Réforme de la carte scolaire : le débat s'emballe.** Localtis, février 2023.

Le mois de mars doit être celui des annonces de réforme en matière de carte scolaire, et d'éducation prioritaire en particulier. Le ministre de l'Éducation nationale a ouvert des pourparlers en ce sens. Les autres membres de la communauté éducative – enseignants, parents, élus – fourbissent leurs arguments avec des attentes diverses.

<https://www.banquedesterritoires.fr/reforme-de-la-carte-scolaire-le-debat-semalle?>

LESAY, Jean Damien. **Mixité scolaire : Pap Ndiaye met la pression sur l'enseignement privé.** Localtis, février 2023.

Les mesures en faveur de la mixité sociale à l'école se précisent. À l'occasion de deux sorties récentes, le ministre de l'Éducation nationale a laissé entendre qu'il allait employer des "moyens de pression" pour impliquer le secteur privé. Il a également insisté sur le rôle des collectivités territoriales.

<https://www.banquedesterritoires.fr/mixite-scolaire-pap-ndiaye-met-la-pression-sur-lenseignement-prive>

RAMEY, Jean-François. **A Bordeaux aussi, la ségrégation sociale éclot entre collèges publics et privés.** Rue89, 2022.

Ce n'est pas une surprise mais les chiffres le confirment. Les collèges bordelais fonctionnent avec un système à deux vitesses : le privé sous contrat concentre les enfants des familles les plus aisées, le public accueille tous les autres, et notamment ceux dont les parents subissent des difficultés sociales et économiques.

<https://rue89bordeaux.com/2022/11/a-bordeaux-aussi-la-segregation-sociale-eclot-entre-colleges-publics-et-privés/>

3. Sites internet de référence

Politique de la ville et renouvellement urbain :

[Agence nationale de la cohésion des territoires](#)

[Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine \(ANRU\) et Anruscope](#)

[IREV Hauts-de-France](#)

[Observatoire national de la politique de la ville](#)

[Région Hauts-de-France](#)

[Réseau des CRPV](#)

[Système d'Information Géographique de la Politique de la Ville](#)

Ressources logement social, attribution, mixité sociale

[Agence nationale de contrôle du logement social](#)

[Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France \(DREAL\)](#) (thématique Logement : données sur l'offre de logements, les attributions et le suivi des réformes...)

[Union Régionale pour l'Habitat Hauts-de-France](#)

[Union Sociale pour l'Habitat](#)

Ressources éducation, cités éducatives

[Centre national d'étude des systèmes scolaires \(Cnesco\)](#)

[Les Cités éducatives](#)

[Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse](#)

L'Irev gère un fonds documentaire riche de plus de 5 000 références (ouvrages, documents territoriaux, diagnostics, rapports de recherche, d'études, articles...) à disposition de tous. L'Irev contribue également à alimenter une base de données mutualisée avec d'autres centres de ressources régionaux, membres du réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI).

La base de données du [Réseau RECI](#) donne accès gratuitement à plus de 20 000 notices bibliographiques.

Les ressources proposées sont issues des [bases de données du RECI](#) et de [COSOTER](#) (ressources sur la cohésion).

Pour vos recherches documentaires :

<http://biblio.reseau-reci.org>

ou contactez Vianney HAEUW - 06 72 67 77 93- v.haeuw@irev.fr

IREV – centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France

Bât. Arboretum – 7ème étage
135 Bd Paul Painlevé – 59000 Lille